

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2028

1^{er} août 2014

SOMMAIRE

EPIC Fund I Sidecar, SLP	97339	Intertrust Secretarial Services (Luxembourg) S.à r.l.	97299
EPIC I Co-Invest, SLP	97324	Investissements du Centaure	97303
Euro Co AG	97335	Isaseb S.A.	97298
Eurofinco S.A., SPF	97320	Isatis Investment	97304
ICG Luxembourg Joint Venture S.à r.l. ...	97299	ITT International Luxembourg S.à.r.l. ...	97301
Ideal Finance	97298	IWI Holding S.A.	97304
Ideal Finance	97300	Ixilo S.à r.l.	97304
Immobouill	97301	Jabcab (Lux)	97305
Immomit	97300	Jasel S.A.	97344
Industrial and Plantation S.A.	97301	J.B. Beteiligungen A.G.	97303
Infor ISA Holdings	97300	JER Europe Fund II Holdings S.à r.l.	97344
ING Solutions Investment Management S.A.	97301	J-Way S.A.	97305
INMA S.A.	97303	Kijeme Investment Group S.A.	97306
Inmet Finance Company Sàrl	97301	King Airshare	97344
Inmet Panama I S.à r.l.	97302	Lab Document Vault S.A.	97304
Innovative Solutions and Advisory Services for European Business S.A.	97298	Laudis Holding Company	97341
Inowai S.A.	97299	Leig S.à r.l.	97305
Insurance Market Research S.A.	97302	Les Cerisiers S.A.	97344
Interconstruct S.A.	97302	Ilemri GmbH	97298
Interconstruct S.A.	97303	Long Term Investments Luxembourg S.A.	97326
International Finance Services S.A.	97302	PBL Luxembourg S.A.	97299
International Investment of Luxembourg Holding	97303	Ressac S.A.	97318
Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l.	97298		

Ilemri GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 137.385.

Les statuts coordonnés au 2 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2014076275/11.

(140089435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

**Innovative Solutions and Advisory Services for European Business S.A., Société Anonyme,
(anc. Isaseb S.A.).**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 130.226.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076278/10.

(140090020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 103.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014076282/13.

(140089798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Ideal Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 144.295.

Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle tenue en date du 11 avril 2014

L'Assemblée constate que le mandat du commissaire de la société AUDITEURS ASSOCIES, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B93937, avec siège social au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, est arrivé à échéance et décide de le renouveler. Le mandat du commissaire ainsi nommé viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2020.

L'Assemblée constate que le mandat des administrateurs est arrivé à échéance.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de:

- Madame Sylviane COURTOIS, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Monsieur Eddy WIRTZ, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

L'Assemblée nomme au poste d'administrateur Madame Ludivine ROCKENS, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, en remplacement de Mademoiselle Céline JULIEN dont le mandat est échu.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale à tenir en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076288/20.

(140089584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Inowai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 51-53, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 72.368.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2014

L'assemblée décide que:

La société BDO Audit S.A., établie et ayant son siège social à L-2013 Luxembourg, 2 avenue Charles de Gaulle, est désignée comme réviseur d'entreprises de la société; son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de 2014.

Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 26 mai 2014.

Référence de publication: 2014076280/14.

(140089697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Intertrust Secretarial Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 80.093.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014076283/13.

(140089797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

ICG Luxembourg Joint Venture S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 178.689.

—
Les statuts coordonnés au 8 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2014076286/11.

(140089821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

PBL Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 61.616.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société du 26 mai 2014

Le 26 mai 2014, l'associé unique de PBL Luxembourg S.A. a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mme Christelle Ferry en qualité d'Administrateur de la Société avec effet au 12 mai 2014;
- De nommer Mme Séverine Canova, ayant son adresse professionnelle au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité d'Administrateur de la Société avec effet au 12 mai 2014 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se déroulera en 2016.

Luxembourg, le 26 mai 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014076464/16.

(140089669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Ideal Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 144.295.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076289/9.

(140089598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Immomit, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 48.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076293/9.

(140089924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Infor ISA Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 211.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 118.071.

I. Il résulte des résolutions prises en date du 4 avril 2012, que l'associé unique de la Société, Infor Global Solutions Intermediate Holdings Ltd., a transféré les 4.220 parts qu'il détenait dans la Société à:

- GGC Software Parent, Inc., une corporation, constituée et régie selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à l'adresse suivante: 1209, Orange Street, Wilmington, County of New Castle, 19801 Delaware, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secretary of the State of Delaware sous le numéro 5002859.

II. Il résulte des résolutions prises en date du 5 avril 2012, que l'associé unique de la Société, GGC Software Parent, Inc., a transféré les 4.220 parts qu'il détenait dans la Société à:

- Infor Lux Bond Company, une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois de Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 7A, Rue Robert Stümper, L- 2557 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113718.

III. Il résulte des résolutions prises en date du 5 avril 2012, que l'associé unique de la Société, Infor Lux Bond Company, a transféré les 4.220 parts qu'il détenait dans la Société à:

- INFOR, INC. (anciennement dénommée GGC Software Holdings, inc.), une corporation constituée et régie selon les lois de l'état du Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social à l'adresse suivante: Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secretary of the State of Delaware sous le numéro 4694716.

IV. Il résulte des résolutions prises en date du 5 avril 2012, que l'associé unique de la Société, INFOR, INC., a transféré les 4.220 parts qu'il détenait dans la Société à:

- INFOR (US), INC. (anciennement dénommée Lawson Software, Inc.), une corporation constituée et régie selon les lois de l'état du Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social à l'adresse suivante: Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Secretary of the State of Delaware sous le numéro 3978744.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

INFOR (US), INC. 4.220 parts

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg.

Luxembourg, le 30 mai 2014.

Infor ISA Holdings

Signature

Référence de publication: 2014076276/36.

(140090034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Immobouill, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 112.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014076291/10.

(140089896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Industrial and Plantation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 18.601.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076294/9.

(140089634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

ISIM S.A., ING Solutions Investment Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 162.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ING Solutions Investment Management S.A., en abrégé ISIM S.A.

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014076295/11.

(140089958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Inmet Finance Company Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 679.152.854,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 155.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 mai 2014.

Référence de publication: 2014076297/10.

(140090191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

ITT International Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.735.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 160.054.

EXTRAIT

La Société prend note que l'adresse correcte du siège de l'associé unique de la Société est au 1209 Orange Street, Wilmington DE 19801, Etats-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 27 mai 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014076307/14.

(140089735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

IMR S.A., Insurance Market Research S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 36, an der Gaass.

R.C.S. Luxembourg B 124.513.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 28 mai 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Fabienne MARECHAL épouse LERUTH, Administrateur, secrétaire, 32/2 rue Léon Kauffman, L-1853 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Philippe LEONET, Administrateur-Délégué, administrateur de sociétés, rue Eugène Ronveaux, 248b, B-5350 Ohey, Belgique;

- Monsieur Jean-Louis LERUTH, Administrateur-Délégué. Et Président du conseil d'administration, administrateur de sociétés, 32/2 rue Léon Kauffman, L-1853 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'assemblée générale du 28 mai 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 28 mai 2014.

Pour INSURANCE MARKET RESEARCH S.A. en abrégé IMR S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014076299/22.

(140089907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Inmet Panama I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 107.525.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.740.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2014.

Référence de publication: 2014076298/10.

(140090192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Interconstruct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 17.139.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014076300/12.

(140089628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

International Finance Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 32.132.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014076302/10.

(140089809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

INMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 150.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076296/9.

(140089887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Interconstruct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 17.139.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014076301/12.

(140089629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

International Investment of Luxembourg Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.
R.C.S. Luxembourg B 23.487.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature .

Référence de publication: 2014076303/10.

(140089756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Investissements du Centaure, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 58.474.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2014076305/13.

(140089408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

J.B. Beteiligungen A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 159.833.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076310/10.

(140090023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Ixilo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 184.313.

Il résulte de différentes cessions de parts sociales de la société intervenues le 26 mai 2014 que le capital de la société IXILO S.à r.l. se répartit comme suit:

- MIKAT S.à r.l., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg 60, Grand Rue, RCS Luxembourg B.182.358	479
- VERSAILLES NOIR S.à r.l., ayant son siège à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, RCS Luxembourg B.182.932	14
- Monsieur Antoine CLEMENTE, né le 2 octobre 1954 à BRINDISI (Italie), de nationalité Suisse, demeurant 42, route des Acacias - BP 1644 à CH-1227 CAROUGE	7
TOTAL:	500

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2014.

PRESTACOMPTA S.à r.l.

Référence de publication: 2014076309/20.

(140089670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Isatis Investment, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 93.660.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014076306/11.

(140089430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

IWI Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 76.238.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014076308/12.

(140089979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Lab Document Vault S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 51.687.

L'ancienne adresse est 9 Zone Industrielle L-5366 Münsbach.

La nouvelle adresse est 9 rue Henri Tudor L-5366 Münsbach.

Bernard MOREAU

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2014076329/11.

(140090060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Jabcab (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 155.045.

—
Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2014

Composition du Conseil d'Administration:

- L'Assemblée a décidé de réélire Messieurs Justin EGAN (résident professionnellement 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg), Philippe RIACHI, Mesdames Tracey MCDERMOTT (résident professionnellement 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg) et Leila KHAZANEH en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2014.

- L'Assemblée a décidé de réélire Ernst & Young en tant que réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2014.

Au 16 avril 2014, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

* Mr. Justin EGAN (Président du Conseil d'Administration)

* Mr. Philippe RIACHI

* Mrs. Tracey MCDERMOTT

* Mrs. Leila KHAZANEH

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2014.

JABCAP (LUX)

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014076312/26.

(140089833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

J-Way S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 40, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 56.743.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014076311/10.

(140090152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Leig S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1851 Luxembourg, 12, rue Gustave Kahnt.

R.C.S. Luxembourg B 170.127.

—
Extrait de la décision collective du 28 mai 2014

Première résolution

L'associé unique décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la société LEIG S.à r.l. de 3, rue des Foyers L-1537 Luxembourg à 12, rue Gustave Kahnt L-1851 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de remplacer le gérant unique Monsieur Yves DISIVISCOUR par Monsieur Julien GEORGE, né le 6 novembre 1984 à Metz, demeurant 130, rue de Reims à F-57950 MONTIGNY-LES-METZ.

Pour extrait conforme

Fidooserv Sàrl

Signature

Référence de publication: 2014076345/18.

(140089529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Kijeme Investment Group S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'eau.

R.C.S. Luxembourg B 187.323.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of the month of May;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

Mrs. Petra BAND, tax specialist, born in Horn (Austria), on September 2, 1980, residing professionally in L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

Such appearing person has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which she deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

I. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. There is hereby established a public limited company ("société anonyme") under the name of "Kijeme Investment Group S.A." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. The Company may acquire through contributions, firm purchases or options, patents, service marks, trademarks licenses, know-how and other industrial, commercial or intellectual property rights and generally hold, license the right to use it, sublicense, sell or dispose of the same, into whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of those rights, trademarks and licenses and to obtain and make any registration required in this respect.

The Company can also take whatever action necessary to protect rights derived from patents, trademarks, service marks, licenses, know-how and other industrial, commercial or intellectual property rights, licenses, sublicenses and similar rights against infringement by third party.

The Company may furthermore make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The purpose of the Company is also the acquisition, sale, administration, renting of any real estate property, build or not, both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

The Company can generally undertake all industrial, commercial, financial, investment or real estate operations in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad which are connected directly or indirectly in whole or in part to the corporate purpose.

The Company can achieve its objective directly or indirectly in its own name or for the account of a third party, alone or in association, undertaking all operations by nature in favour of the corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

The registered office of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors or by the sole director.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple resolution of the board of directors of the Company or, in the case of a sole director, by a decision of the sole director.

II. Capital - Shares

Art. 5.

5.1 The subscribed capital of the company is fixed at eighty thousand Euros (80,000.- EUR), represented by eight hundred (800) shares, divided into eighty (80) Class A shares, eighty (80) Class B shares, eighty (80) Class C shares, eighty (80) Class D shares, eighty (80) Class E shares, eighty (80) Class F shares, eighty (80) Class G shares, eighty (80) Class H shares, eighty (80) Class I shares and eighty (80) Class J shares, with a nominal value of one hundred Euros (100.- EUR) each, which have the same rights in all respects.

Each class of shares will have the same rights and advantages, save as otherwise provided in these Articles.

The Company may purchase its own Class A Ordinary Shares to the extent permitted by the Law and the Articles, on the basis of amounts available for distribution.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general shareholders meeting adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account, with possibility to set items in respect to each class of shares, to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend, to allocate funds to the legal reserve or to increase the share capital.

5.3 In the event of a dividend distribution, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) the holder(s) of the Class A shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the Class A shares;

(ii) the holder(s) of the Class B shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15% of the nominal value of the Class B shares;

(iii) the holder(s) of the Class C shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class C shares;

(iv) the holder(s) of the Class D shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class D shares;

(v) the holder(s) of the Class E shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class E shares;

(vi) the holder(s) of the Class F shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class F shares;

(vii) the holder(s) of the Class G shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class G shares;

(viii) the holder(s) of the Class H shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class H shares;

(ix) the holder(s) of the Class I shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class I shares;

(x) the holder(s) of the Class J shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class J shares;

the balance of the Distributed Amount shall be allocated to the last Class in issue in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

5.4 The subscribed and fully paid-up B through J classes of shares are mandatorily redeemable shares at any time, on decision of the board of directors of the Company, in accordance with article 49-8 of the Law and with the present articles of incorporation, whereby B through J classes of shares will be redeemed in reverse alphabetical order (i.e. starting with the cancellation of Class J).

In the event of a reduction of share capital through the redemption of a whole class of shares (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their shareholding in such class of shares) to such portion of the aggregate amount to be paid to the shareholders of such redeemed class (equals the "Available Amount") as is determined by the board of directors and approved by the general meeting of shareholders. The holders of the redeemed shares shall receive from the Company an amount equal to the redemption value per share for each share of the relevant class of shares held by them and redeemed. For the purpose of this article, "Available Amount" means the amount determined by the board of directors and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant interim accounts (the "Interim Accounts").

In accordance with Law, an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the redeemed shares must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a reduction in the subscribed capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by capitalization of reserves.

The redemption of the B through J classes of shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption.

The Available Amount should be calculated as follows: the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits), increased by any freely distributable reserve (including for the avoidance of doubt the share premium account) and by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled, but reduced by any losses (included carried forward losses), and any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these articles of incorporation, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without, for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + FDR + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

FDR = any freely distributable reserve (including the share premium account)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of these articles of incorporation.

In case of several shareholders, the Available Amount to be distributed shall be pro rata to the shareholding in the class being so cancelled.

5.5 The statutory and functional currency of the share capital and of the Company's accounting is exclusively the Euro. This concerns among others the shares, all the premiums, redemption values, dividends and generally all the accounts of the balance sheet.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp.

However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of shareholders - Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held on the first Wednesday of the month of May at 10.00 am at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person by writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication as his proxy.

The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the "form") sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English and French:

- a) the name and address of the shareholder;
- b) the number of shares he owns;
- c) each resolution upon which a vote is required;
- d) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- e) a box for each resolution to be considered;
- f) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- g) a mention of the place and date of execution of the form;
- h) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- i) the following statement: "In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void."

The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification.

These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, by facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, the entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The Company will be bound (i) by the joint signature of any two (2) directors, (ii) by the individual signature of the managing director or (iii) by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

V. Supervision of the company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year - Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in Euros or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. The Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.
2. The first ordinary general meeting will be held in the year 2015.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the eighty (80) Class A shares, eighty (80) Class B shares, eighty (80) Class C shares, eighty (80) Class D shares, eighty (80) Class E shares, eighty (80) Class F shares, eighty (80) Class G shares, eighty (80) Class H shares, eighty (80) Class I shares and eighty (80) Class J shares have been subscribed by the sole shareholder, Mrs. Petra BAND, pre-named, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of eighty thousand Euros (80,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The registered office is established in L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
- 2) As allowed by Law and the Articles, Mrs. Petra BAND, tax specialist, born in Horn (Austria), on September 2, 1980, residing professionally in L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau, is appointed as sole director and will exercise the powers devolving on the board of directors of the Company.
- 3) The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "G&A Services S.à r.l.", established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 160243, is appointed as Commissaire aux Comptes of the Company.
- 4) The mandates of the sole director and the Commissaire aux Comptes will expire at the general annual meeting in the year 2019.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred fifty Euros (EUR 1.150,-).

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing person has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinzième jour du mois de mai;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Madame Petra BAND, fiscaliste, née à Horn (Autriche), le 2 septembre 1980, demeurant professionnellement à L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de "Kijeme Investment Group S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

L'objet de la Société est également l'achat, la vente, la gestion et la location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5.

5.1 Le capital souscrit de la Société est fixé à quatre-vingt mille euros (80.000,-EUR), représenté par huit cents (800) actions, divisées en quatre-vingts (80) actions de catégorie A, quatre-vingts (80) actions de catégorie B, quatre-vingts (80) actions de catégorie C, quatre-vingts (80) actions de catégorie D, quatre-vingts (80) actions de catégorie E, quatre-vingts (80) actions de catégorie F, quatre-vingts (80) actions de catégorie G, quatre-vingts (80) actions de catégorie H, quatre-vingts (80) actions de catégorie I et quatre-vingts (80) actions de catégorie J, avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Chaque classe aura les mêmes droits et avantages, sauf stipulation contraire des présents Statuts.

Les actions seront émises soit sous forme nominative soit ou au porteur.

La Société pourra racheter ses Actions de Classe A dans les limites prévues par la Loi et les présents statuts, sur base des montants disponibles à la distribution.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi, avec la possibilité d'établir des postes relatifs aux classes d'actions, sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés, pour affecter des fonds à la réserve légale ou pour augmenter le capital social.

5.3 En cas de distribution de dividende, ce dividende devra être alloué et payé de la façon suivante:

(i) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe A a (ont) droit à un dividende égal à 0.10% de la valeur nominale des parts sociales de Classe A;

(ii) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe B a (ont) droit à un dividende égal à 0.15% de la valeur nominale des parts sociales de Classe B;

(iii) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe C a (ont) droit à un dividende égal à 0.20% de la valeur nominale des parts sociales de Classe C;

(iv) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe D a (ont) droit à un dividende égal à 0.25% de la valeur nominale des parts sociales de Classe D;

(v) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe E a (ont) droit à un dividende égal à 0.30% de la valeur nominale des parts sociales de Classe E;

(vi) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe F a (ont) droit à un dividende égal à 0.35% de la valeur nominale des parts sociales de Classe F;

(vii) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe G a (ont) droit à un dividende égal à 0.40% de la valeur nominale des parts sociales de Classe G;

(viii) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe H a (ont) droit à un dividende égal à 0.45% de la valeur nominale des parts sociales de Classe H;

(ix) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe I a (ont) droit à un dividende égal à 0.50% de la valeur nominale des parts sociales de Classe I;

(x) le(s) détenteur(s) de parts sociales de Classe J a (ont) droit à un dividende égal à 0.55% de la valeur nominale des parts sociales de Classe J;

le solde du Montant Distribué sera alloué à la dernière Classe émise dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la Classe J).

5.4 Les Actions Rachetables de Classes B à J, entièrement souscrites et libérées, sont les actions obligatoirement rachetables à tout moment sur base de décision du Conseil d'Administration, en conformité avec l'article 49-8 de la Loi et les présents statuts, ces classes d'actions étant rachetables en respectant l'ordre alphabétique inverse (c.-à-d. en commençant par la Classe J).

Dans le cas d'une réduction du capital social moyennant rachat d'une classe entière des actions (dans l'ordre tel que défini ci-avant), chacune de telles classes rachetées donne droit aux actionnaires de cette classe (au pro rata de leur participation dans cette classe d'actions) à une telle proportion du prix total de rachat (autrement le «Montant Disponible»), que déterminée par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale des actionnaires. Les

propriétaires des actions rachetées recevront de la Société le montant égal à la valeur de rachat par action pour toute action de la classe ainsi rachetée détenue. Pour éviter toute ambiguïté, le «Montant Disponible» signifie le montant déterminé par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale sur base des comptes intérimaires relatifs («Comptes Intérimaires»).

Conformément à la Loi, un montant égal à la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, au pair comptable de toutes les actions rachetées doit être incorporé dans une réserve qui ne peut, sauf en cas de réduction du capital souscrit, être distribuée aux actionnaires; cette réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital souscrit par incorporation de réserves.

Le rachat des Actions Rachetables de Classes B à J ne peut avoir lieu qu'à l'aide des sommes distribuables comme le stipule l'article 72-1 de la Loi ou du produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat.

Le Montant Disponible devra être calculé comme suit: le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés), augmenté de toute réserve librement distribuable (y compris, pour éviter toute ambiguïté, le compte prime d'émission) et du montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale concernant la classe d'actions à être rachetées/annulées mais diminué de toute perte (y compris les pertes reportées) et de tout montant devant être mis en réserve(s) selon les critères de la Loi et des présents statuts, chaque fois tel que détaillé dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter toute ambiguïté, tout double calcul) pour que:

$$AA = (NP + FDR + CR) - (L + LR)$$

De sorte que:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

FDR = toute réserve librement distribuable (y compris le compte prime d'émission)

CR = le montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale concernant la classe d'actions à être annulées

L = pertes (y compris les pertes reportées)

LR = tout montant devant être mis en réserve(s) selon les critères de la Loi et des Statuts.

En cas de pluralité des actionnaires, le Montant Disponible sera distribué au pro rata de la participation dans la classe d'actions à annuler.

5.5 La devise d'expression statutaire et fonctionnelle du capital et de la comptabilité de la Société est exclusivement l'Euro. Ceci s'applique notamment à toutes les actions, à toutes les primes, valeurs de rachat, dividendes et généralement à tous les postes et comptes du bilan.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le premier mercredi du mois de mai à 10.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les quatre-vingts (80) actions de catégorie A, quatre-vingts (80) actions de catégorie B, quatre-vingts (80) actions de catégorie C, quatre-vingts (80) actions de catégorie D, quatre-vingts (80) actions de catégorie E, quatre-vingts (80) actions de catégorie F, quatre-vingts (80) actions de catégorie G, quatre-vingts (80) actions de catégorie H, quatre-vingts (80) actions de catégorie I et quatre-vingts (80) actions de catégorie J ont été souscrites par l'actionnaire unique, Madame Petra BAND, pré-qualifiée, et entièrement libérées par la souscriptrice pré-dite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de quatre-vingt mille euros (80.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le siège social de la Société est établi à L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
- 2) Comme autorisé par la Loi et les Statuts, Madame Petra BAND, fiscaliste, née à Horn (Autriche), le 2 septembre 1980, demeurant professionnellement à L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau, est appelée à la fonction d'administrateur unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.

3) La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg “G&A Services S.à r.l.”, établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 2, rue de l’Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 160243, est nommée commissaire aux comptes de la Société.

4) Les mandats de l’administrateur unique et du commissaire aux comptes expireront à l’assemblée générale annuelle de l’année 2019.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent cinquante euros (EUR 1.150,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l’anglais et le français, déclare par les présentes, qu’à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d’une version française; à la requête de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. BAND, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 mai 2014. LAC/2014/23240. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014076316/680.

(140089917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Ressac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 81.784.

L’an deux mille quatorze, le vingtième jour du mois de mai;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S’est réunie

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l’“Assemblée”) de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg “RESSAC S.A.”, établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 81784 (la “Société”), constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 18 avril 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1023 du 16 novembre 2001,

L’Assemblée est présidée par Madame Alexia UHL, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme secrétaire.

L’Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d’acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Décharge accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l’exercice de leurs mandats respectifs;
3. Nomination de la société “CAPITAL OPPORTUNITY S.A.”, établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149718, en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société (le “Liquidateur”);
4. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
5. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide avec effet immédiat de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par les administrateurs de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour et de renoncer à son droit d'exercer tout recours à l'encontre des administrateurs résultant de leur gestion de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société anonyme de droit luxembourgeois "CAPITAL OPPORTUNITY S.A.", établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149718, en tant que liquidateur (le "Liquidateur") de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille deux cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. UHL, M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mai 2014. LAC/2014/23656. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 28 mai 2014.

Référence de publication: 2014075840/84.

(140089351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2014.

Eurofinco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 187.325.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechzehnten Tag des Monats Mai;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „UNCOS“, mit Sitz in L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 141298,

hier rechtmäßig vertreten durch ihren einzelzeichnungsberechtigten Geschäftsführer Herrn Gilles VOGEL, Steuerberater, beruflich wohnhaft in L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Aktiengesellschaft, qualifiziert als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, zu beurkunden wie folgt:

Titel I. - Begriffsbestimmungen

„Gesetz“: bedeutet die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze

„SPF-Gesetz“: bedeutet die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial“, abgekürzt „SPF“);

„Satzungen“: bedeutet die Statuten der Gesellschaft.

Titel II. - Bezeichnung - Dauer - Zweck - Sitz

Art. 1. Unter der Bezeichnung „Eurofinco S.A., SPF“, (hiernach die „Gesellschaft“), besteht eine Aktiengesellschaft qualifiziert als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, („société de gestion de patrimoine familial“, abgekürzt „SPF“), welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 3. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten

- (i) Finanzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und
- (ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 4. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft, beziehungsweise im Fall eines Alleinverwalters, durch Beschluss desselben, innerhalb der Grenzen der Gemeinde verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen, Agenturen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Titel III. - Kapital - Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfundsechzigtausend Euro (65.000,- EUR), eingeteilt in einhundert (100) Aktien von jeweils sechshundertfünfzig Euro (650,- EUR).

Die Aktien werden von Investoren gehalten, welche hiernach umfassender bezeichnet sind.

Ein Investor im Sinne dieses Gesetzes ist

- a) eine natürliche Person, die im Rahmen der Verwaltung ihres Privatvermögens handelt, oder
- b) eine Vermögensstruktur, die ausschließlich im Interesse des Privatvermögens einer oder mehrerer natürlichen Personen handelt, oder

c) eine Zwischenperson, die auf Rechnung der unter den vorgenannten Punkten a) oder b) dieses Artikels bezeichneten Investoren handelt.

Jeder Investor muss der Domizilierungsstelle oder gegebenenfalls den Geschäftsführern der SPF eine schriftliche Erklärung über seine Eignung abgeben.

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Die Aktien lauten auf den Namen oder auf den Inhaber oder teils auf den Namen und teils auf den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, vorbehaltlich gegenteiliger gesetzlicher Bestimmungen.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Namensaktien geführt, in welches jeder Aktionär Einblick hat, und welches die in Artikel 39 des Gesetzes vorgesehenen Angaben enthält. Das Eigentum der Namensaktien wird durch Eintragung in das Register festgestellt. Über die Eintragung in das Register werden Zertifikate ausgestellt, welche von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder im Fall eines Alleinverwalters, von diesem unterzeichnet werden.

Die Inhaberaktie wird von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder im Fall eines Alleinverwalters, von diesem unterzeichnet werden. Die Unterschrift kann entweder handschriftlich, gedruckt oder mittels eines Stempels angebracht werden.

Eine der Unterschriften kann jedoch von einer durch den Verwaltungsrat delegierten Person angebracht werden. In diesem Fall muss sie handschriftlich sein. Eine beglaubigte Kopie des Beschlusses, welcher die Delegation an eine Person enthält welche nicht Mitglied des Verwaltungsrats ist, wird vorher gemäß Artikel 9 Absatz 1 und 2 des Gesetzes, hinterlegt.

Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo das Eigentum einer Aktie ungeteilt, aufgeteilt oder strittig ist, müssen die Personen, welche ein Recht auf diese Aktie beanspruchen, einen einzigen Bevollmächtigten benennen der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis eine einzige Person der Gesellschaft gegenüber als Eigentümer bestimmt worden ist.

Titel IV. - Generalversammlung der Aktionäre

Art. 7. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Falls die Gesellschaft einen einzigen Aktionär hat, so übt dieser die Rechte der Generalversammlung aus.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann ebenfalls einberufen werden auf Wunsch von Aktionären welche mindestens ein Zehntel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die jährliche Generalversammlung tritt am 3. Mittwoch des Monats April um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Andere Versammlungen der Aktionäre können an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Zeitpunkt und Ort stattfinden.

Das gesetzlich vorgesehene Quorum und die Fristen regeln die Einberufung und die Führung der Versammlungen, vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme. Jeder Aktionär kann an den Versammlungen teilnehmen indem er per Brief, Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax eine andere Person als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen von Gesetzes wegen oder aufgrund dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen von den Aktionären zu erfüllenden Bedingungen festlegen um an den Versammlungen teilzunehmen.

Falls alle Aktionäre bei einer Versammlung anwesend oder vertreten sind, und falls sie erklären die Tagesordnung zu kennen, kann die Versammlung ohne Einberufung abgehalten werden.

Die im Rahmen einer Versammlung gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll festgehalten welches von den Mitgliedern des Büros und den Aktionären, welche dies verlangen, unterzeichnet wird. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, werden dessen Beschlüsse ebenfalls in einem Protokoll festgehalten.

Die Teilnahme der Aktionäre an den Versammlungen kann per Visiokonferenz oder durch Kommunikationsmittel erfolgen welche ihre Identifizierung ermöglichen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, welche die tatsächliche Teilnahme an der Versammlung, deren Beschlüsse kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Titel IV. - Verwaltungsrat

Art. 9. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht. Falls die Gesellschaft jedoch nur einen einzigen Aktionär zählt oder, falls anlässlich einer Hauptver-

sammlung festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur noch einen einzigen Aktionär zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein (1) Mitglied beschränkt werden bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung, welche die Existenz von mehreren Aktionären feststellt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt welche ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit festsetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Höchstdauer von sechs (6) Jahren ernannt bis zur Wahl ihrer Nachfolger.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gewählt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluss der Generalversammlung abberufen werden.

Falls der Posten eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Rücktritt oder anderswie unbesetzt ist, kann dieser freie Sitz, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, provisorisch bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 10. Der Verwaltungsrat wird unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und er kann ebenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär wählen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, und welcher mit der Abfassung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Generalversammlungen betraut ist.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern an dem in der Einberufung festgesetzten Ort zusammen.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz aller Generalversammlungen und Verwaltungsratssitzungen; im Fall seiner Abwesenheit kann die Generalversammlung oder der Verwaltungsrat mit Stimmenmehrheit der anwesenden Personen pro tempore ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestimmen um den Vorsitz der Versammlungen zu übernehmen.

Jede Verwaltungsratssitzung wird, durch schriftlichen Bescheid mindestens vierundzwanzig Stunden im voraus einberufen, außer im Dringlichkeitsfall, wobei dann die Art und die Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsbescheid angegeben werden müssen. Es kann auf den Einberufungsbescheid verzichtet werden, falls jedes Verwaltungsratsmitglied hierzu per Brief, Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder anderem gleichwertigen Kommunikationsmittel sein Einverständnis gegeben hat. Eine spezielle Einberufung ist nicht erforderlich bei Verwaltungsratssitzungen welche an einem vorher durch Beschluss des Verwaltungsrats festgesetzten Zeitpunkt und Ort stattfinden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an den Versammlungen teilnehmen indem er per Brief, Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an den Sitzungen kann per Visiokonferenz oder durch Kommunikationsmittel, welche ihre Identifizierung ermöglichen, teilnehmen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, welche die tatsächliche Teilnahme an der Verwaltungsratssitzung, deren Beschlüsse kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit, entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse per Rundschreiben fassen, wobei die Zustimmung mittels eines oder mehrerer Schriftstücke, Brief, Telefax oder jedem anderen ähnlichen Kommunikationsmittel erfolgt, wobei das Ganze zusammen das Protokoll darstellt, welches als Beweis des gefassten Beschlusses dient.

Art. 11. Die Protokolle aller Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet oder, im Fall seiner Abwesenheit, durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle welche bei Gericht oder anderswo dienen sollen werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Falls der Verwaltungsrat nur aus einem Mitglied besteht, wird dieses unterzeichnen.

Art. 12. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, so übt dieses die Befugnisse des Verwaltungsrats aus.

Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung und Vertretung, gemäß Artikel 60 des Gesetzes, einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Geschäftsführern oder anderen Bevollmächtigten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen und alleine oder gemeinsam handeln, übertragen. Ihre Ernennung, ihre Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrats geregelt. Die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied bedingt, dass der Verwaltungsrat der Generalversammlung jährlich Bericht erstattet über die Bezüge, Vergütungen und anderer Vorteile des Delegierten.

Die Gesellschaft kann ebenfalls notarielle oder privatschriftliche Spezialvollmachten erteilen.

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift der Person(en) denen solche Unterschriftsvollmachten vom Verwaltungsrat übertragen wurden, verpflichtet. Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, wird sie durch dessen Einzelunterschrift verpflichtet.

Titel V. - Aufsicht

Art. 14. Die Geschäfte der Gesellschaft obliegen der Aufsicht eines oder mehrerer Kommissare, welche nicht Aktionär sein müssen. Die Generalversammlung der Aktionäre ernennt die Kommissare und bestimmt außerdem ihre Zahl, ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

Titel VI. - Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 15. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 16. Vom jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent (10%) des Kapitals erreicht hat, so wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, oder so wie es laut Artikel 5 erhöht oder reduziert wurde.

Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt, auf Vorschlag des Verwaltungsrats, auf welche Weise über den Saldo des jährlichen Reingewinns verfügt wird.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Titel VII. - Liquidation

Art. 17. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, durchgeführt.

Titel VIII. - Satzungsänderung

Art. 18. Die gegenwärtige Satzung kann durch die Generalversammlung der Aktionäre, welche gemäß den Bestimmungen von Artikel 67-1 des Gesetzes abstimmt, abgeändert werden.

Titel IX. - Schlussbestimmung - Anwendbares Recht

Art. 19. Die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial“, abgekürzt „SPF“), finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.
2. Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.
3. Ausnahmsweise kann der erste Vorsitzende des Verwaltungsrates von der ersten Generalversammlung, welche den ersten Verwaltungsrat bestellt, ernannt werden.

Zeichnung und Einzahlung

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, wurden alle Aktien durch die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft „UNCOS“, vorgeannt und vertreten wie hiavor erwähnt, gezeichnet und zu hundert Prozent (100%) in bar eingezahlt, so dass der Betrag von fünfundsechzigtausend Euro (65.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausend Euro zu deren Zahlung die erschienenen Partei sich persönlich verpflichten.

Beschlüsse der Alleingesellschafterin

Alsdann hat die eingangs erwähnte Partei, welche das gesamte Aktienkapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1319 Luxemburg, 91, rue Cents.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3), und die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.
3. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Gilles VOGEL, Steuerberater, geboren in Luxemburg, am 31. Januar 1976, beruflich wohnhaft in L-1319 Luxemburg, 91, rue Cents;

b) Herr Marc VOGEL, Immobilienmakler, geboren in Luxemburg, am 14. März 1979, beruflich wohnhaft in L-1319 Luxemburg, 91, rue Cents;

c) Frau Maria Filomena MONTEIRO TEIXEIRA, Buchführerin, geboren am 07.08.1973 in Cantanhede (Portugal), beruflich wohnhaft in L-1319 Luxemburg, 91, rue Cents.

4. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „CAPITAL IMMO LUXEMBOURG“, mit Sitz in L-1319 Luxemburg, 91, rue Cents, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 93635, wird zum Kommissar ernannt.

5. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2020.

6. Gebrauch machend vom durch Punkt 3) der Übergangsbestimmungen vorgesehenen Recht, ernennt die Generalversammlung Herrn Gilles VOGEL, vorgenannt, zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates, mit der Befugnis die Gesellschaft in allen Umständen und ohne Einschränkungen durch seine Einzelunterschrift zu verpflichten.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vertreter der erschienenen Partei, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: G. VOGEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 mai 2014. LAC/2014/23248. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014076166/239.

(140089940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

EPIC I Co-Invest, SLP, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 187.315.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Partnership agreement") of the partnership executed on 8 Mai 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. EPIC I GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.222 (the "General Partner").

EPIC I GP GmbH & Co. KG, a common limited partnership (Kommanditgesellschaft), incorporated and existing under the laws of Germany, with registered office at c/o SOCIO Verwaltungsgesellschaft mbh, Färbergraben, 18, 80331 München, and registered with the local court of Munich under number HRA 102199 (the "Founding General Partner").

2. Name, Partnership's purpose and registered office.

I. Name

"EPIC I Co-Invest", SLP, a special limited partnership (société en commandite spéciale).

II. Purpose

The purpose (objet social) of the Partnership is to carry out equity and equity-related investments in various European jurisdictions alongside Epic Fund I, SLP (the "Fund") and EPIC Fund I Sidecar SLP (the "Sidecar Fund").

The purpose of the Partnership shall be limited to building, holding and managing (including, but not limited to investing in and divesting) directly and/or indirectly a portfolio of equity and equity-related investments in companies (the "Portfolio Companies"). The Partnership shall not itself assume management functions or other entrepreneurial functions in Portfolio Companies. The Partnership shall only invest in (a) corporations or (b) in partnerships if such partnerships are not engaged in a business.

III. Registered Office

19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Designation of the manager and their signing authority.

I. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner. The General Partner shall represent the Partnership vis-à-vis third parties.

II. The limited partners shall be excluded from the management and the representation of the Partnership.

III. The involvement of limited partners shall at all times be limited to certain internal management matters only.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The term of the Partnership shall commence as of 8 May 2014 and shall continue for a period ending on the earlier of:

I. the 12th anniversary of the date when the Partnership has acquired its first investment; provided that the term of the Partnership shall each time be extended alongside the term of the Fund; or

II. the date of occurrence of any of the following events:

a. dissolution of the General Partner or the Founding General Partner;

b. commencement of insolvency proceedings over the General Partner's or the Founding General Partner's assets or rejection of a petition to commence such proceedings due to lack of assets;

c. removal of the General Partner or the Founding General Partner from the Partnership; in each case provided that the Partnership shall not terminate if, within ninety (90) days after such an event, the continuity of the business of the Partnership and appointment of a successor is resolved upon by means of a special resolution which requires at least three quarters (3/4) of the votes of limited partners validly cast and including the positive vote of Mr. Michael Phillips as founding limited partner (the "Special Resolution"); or

d. the request for dissolution is passed by means of a special resolution.

EPIC I GP, S.à r.l. on behalf of EPIC I Co-Invest, SLP

Michael Robert Phillips / Catherine Koch

Class A Manager / Class B Manager

Übersetzung zum Zwecke der Eintragung

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag (der «Gesellschaftsvertrag») der gesellschaft vom 8. Mai 2014

1. Unbeschränkt und gemeinschaftlich haftende Gesellschafter. EPIC I GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186.222 (die „Komplementärin“).

EPIC I GP GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft, gegründet und bestehend unter den Gesetzen Deutschlands, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in c/o SOCIO Verwaltungsgesellschaft mbh, Färbergraben, 18, 80331 München und eingetragen beim Amtsgericht München unter der Nummer HRA 102199 (die "Gründungskomplementärin").

2. Name, Zweck und Sitz der Gesellschaft.

I. Name

"EPIC I Co-Invest", SLP, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale).

II. Zweck

Zweck der Gesellschaft (objet social) ist es, Eigenkapital- und eigenkapitalähnliche Investitionen in verschiedenen Europäischen Jurisdiktionen im Gleichklang mit EPIC Fund I, SLP (der "Fonds") und EPIC Fund I Sidecar, SLP (der „Sidecar Fonds“) vorzunehmen.

Der Zweck der Gesellschaft ist beschränkt auf den Aufbau, das Halten, Verwalten (einschließlich, aber nicht beschränkt auf das Investieren und Abstoßen), in direkter oder indirekter Weise, eines Portfolios von Eigenkapital- und eigenkapitalähnlichen Investitionen in Gesellschaften (die „Portfoliogesellschaften“). Die Gesellschaft soll nicht selbst Verwaltungs- oder andere unternehmerische Funktionen in Portfoliogesellschaften übernehmen. Die Gesellschaft soll nur in (a) Kapitalgesellschaften oder (b) Personengesellschaften, sofern solche Personengesellschaften kein Geschäft betreiben, investieren.

III. Sitz

19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Bezeichnung der Geschäftsführer und Zeichnungsbefugnis.

I. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der Komplementärin. Die Komplementärin vertritt die Gesellschaft gegenüber Dritten.

II. Die Kommanditisten sind von der Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft ausgeschlossen.

III. Die Beteiligung der Kommanditisten ist zu jeder Zeit beschränkt auf bestimmte interne Verwaltungsangelegenheiten.

4. Gründungsdatum und Laufzeit. Die Laufzeit der Gesellschaft beginnt zum 8. Mai 2014 und endet zu demjenigen Zeitpunkt, der früher eintritt:

I. der zwölfte Jahrestag des Datums an dem die Gesellschaft ihre erste Anlage erworben hat; wobei jedoch die Laufzeit der Gesellschaft jedes Mal im Gleichklang mit der Laufzeit des Fonds verlängert werden soll; oder

II. der Zeitpunkt des Eintritts eines der nachfolgend genannten Ereignisse:

a. Auflösung der Komplementärin oder der Gründungskomplementärin;

b. Beginn eines Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Komplementärin oder der Gründungskomplementärin oder Ablehnung der Eröffnung eines solchen Verfahrens mangels Masse;

c. Ausschluss der Komplementärin oder der Gründungskomplementärin aus der Gesellschaft; in beiden Fällen mit der Einschränkung, dass die Gesellschaft nicht aufgelöst wird, sofern innerhalb von neunzig (90) Tagen ein spezieller Beschluss über die Fortführung der Geschäfte der Gesellschaft und Bestellung eines Nachfolgers gefasst wird, der mindestens drei Viertel (3/4) der gültig abgegebenen Stimmen der Kommanditisten, einschließlich des positiven Votums des Herrn Michael Phillips als Gründungskommanditist (der „Spezielle Beschluss“) benötigt; oder

d. der Antrag auf Auflösung wird durch Speziellen Beschluss angenommen.

EPIC I GP, S.à r.l. für die EPIC I Co-Invest, SLP

Michael Robert Phillips / Catherine Koch

Class A Manager / Class B Manager

Référence de publication: 2014076184/98.

(140088954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Long Term Investments Luxembourg S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 187.332.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of May;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED

LONG-TERM INVESTMENTS, a company incorporated and existing under the laws of Russia, having its registered office at Partiyiny Lane, House 1, Build. 58, Estate 3, 115093 Moscow, and registered with the Inter-district Inspectorate of the Federal Tax Service No. 46 for Moscow under the Primary State Registration number (OGRN) 1147746010213,

hereby represented by Mrs Alexia UHL, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 14 May 2014 (the Proxyholder).

The said proxy, after having been signed «ne varietur» by the Proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company (“société anonyme”) which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company (“société anonyme”) (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of “LONG-TERM INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.”.

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand- Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.2 The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) consisting of thirty one thousand (31,000) ordinary shares with a par value of one Euro (EUR 1,-) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Thursday of the month of May, at 2.00 pm. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons partici-

participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers. The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory Auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first business year begins on this day and ends on the 31st of December 2014.

The first annual General Meeting will be held in 2015.

Subscription and payment

The Articles of the Company having thus been established, the Sole Shareholder, pre-named, represented as stated above, hereby declares to subscribe to the thirty-one thousand (31,000) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares are paid up by the Sole Shareholder to an extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000,-) paid by the Sole Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Law.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated at one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The Sole Shareholder, pre-named, represented as stated above, representing the entire of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at 1 (one) and the number of auditors at 1 (one);
2. the follow person is appointed as director of the company:
 - Mr. Viacheslav SHELOPUTOV, born on September 3rd, 1982 in Mockobckar (USSR), residing professionally at Partyiny Per, 1, bld 58, premise 3, Moscow, 115093 Russia;
3. that FIN-CONTROLE S.A., a public limited company (société anonyme) existing under Luxembourg law, with registered office at L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under the number B 42.230, be appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company;
4. that the terms of office of the members of the Board of Directors and of the statutory auditor will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2019; and
5. that the address of the registered office of the Company is at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize mai;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU

LONG-TERM INVESTMENTS, une société constituée et existant suivant les lois de la Russie, ayant son siège social à Partyny Lane, House 1, Build. 58, Estate 3, 115093 Moscou, et enregistrée auprès du Inter-district Inspectorate of the Federal Tax Service No. 46 for Moscow, sous le Primary State Registration Number (OGRN) 1147746010213,

ici représentée par Madame Alexia UHL, résidant professionnellement à Luxembourg (la Mandataire), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 14 mai 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de “LONG-TERM INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.”.

1.3 La Société peut avoir un actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires. La Société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

2.2 Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

2.3 Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société.

3.1 La Société est constituée pour une période illimitée.

3.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même

règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-proprétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.

7.1 Dans l'hypothèse d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

7.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

7.3 L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième jeudi du mois de mai, à 14.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

7.4 L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

7.5 Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

7.6 Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.

8.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

8.2 Chaque action donne droit à une voix.

8.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

8.4 Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

8.5 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société.

9.1 La Société est gérée par un Administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'Actionnaires; le nombre exact étant déterminé par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'Assemblée Générale. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'Assemblée Générale peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (Administrateurs A et Administrateurs B).

9.2 Le(s) administrateur(s) est/est élu(s) par l'Associé Unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'Assemblée Générale pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

9.3 Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.

10.1 En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant

la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

10.3 Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

10.4 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

10.5 Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

10.6 Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

10.7 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

10.8 Le présent article ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

12.2 Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 13. Signatures autorisées.

13.1 La Société ne sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers que par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou de l'Administrateur Unique ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

13.2 En cas d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

14.2 Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

14.3 Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 15. Commissaire(s).

15.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

15.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 17. Affectation des Bénéfices.

17.1 Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5.3 des Statuts.

17.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

17.3 Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieux et places choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'Actionnaire Unique, pré qualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire les trente et un mille (31.000) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions sont libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions de l'associé unique

L'Actionnaire Unique, préqualifié, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social sousscrit, prend les résolutions suivantes:

1. le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un) et celui des commissaires à 1 (un);

2. la personne suivante a été nommée administrateur de la société:

- Monsieur Viacheslav SHELOPUTOV, né le 3 septembre 1982 à Mockobckar (URSS), résidant professionnellement à Partyniyn Per, 1, bld 58, premise 3, Moscou, 115093 Russie;

3. FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12 rue Guillaume Kroll, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230 est nommé commissaire de la Société;

4. le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de la Société en 2019; et

5. le siège social de la société est fixé à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mai 2014. LAC/2014/23640. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2014076353/498.

(140090115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Euro Co AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 94.011.

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Den dreiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in einer ausserordentlichen Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der anonymen Gesellschaft EURO CO A.G., mit Sitz in L-6468 Echternach, Zone Industrielle, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.011 (NIN 2001 2214 295),

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, am 25. Mai 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1199 vom 20. Dezember 2001, und deren Statuten wie folgt abgeändert wurden:

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 7. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 533 vom 5. April 2002;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 6. Juni 2003, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 697 vom 2. Juli 2003;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 24. Dezember 2007, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 251 vom 5. Februar 2009;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 18. Februar 2008, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 252 vom 05. Februar 2009;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Camille MINES, mit dem Amtssitze in Capellen, am 18. Februar 2009, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 476 vom 5. März 2009;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. September 2009, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1951 vom 7. Oktober 2009;

- gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 15. September 2011, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2727 vom 9. November 2011.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf FÜNFZEHN MILLIONEN DREI HUNDERT FÜNFUNDSIEBZIG TAUSEND EURO (€ 15.375.000.-), eingeteilt in einundsechzig tausend fünf hundert (61.500) Aktien mit einem Nennwert von je ZWEI HUNDERT FÜNFZIG EURO (€ 250.-).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Rolf Mathias ALTER, Kaufmann, wohnhaft in Echternach.

Er beruft zum Schriftführer und zum Stimmzähler Herr Werner HUWER, Angestellter, wohnhaft in Trier.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

1.- Abänderung des Absatzes 7 von Artikel 10 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 10. Einberufung, Beschlussfähigkeit, Einberufungsbekanntmachungen, Vollmacht, und Abstimmung.** (Absatz 7): Außer wenn vom Gesetz oder in dieser Satzung anders vorgesehen, werden Beschlüsse von einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch einfachen Mehrheitsbeschluss der Anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen, die ihre Stimme abgeben."

2.- Abänderung des Absatzes 1 von Artikel 11 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 11. Geschäftsführung.** (Absatz 1): Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet, welcher seine Funktion unter der Kontrolle des Aufsichtsrats (der Aufsichtsrat) ausführt, gemäß 60bis- 1ff vom Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften."

3.- Abänderung des Absatzes 3 von Artikel 12 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 12. Ernennung und Enthebung von Vorstandsmitgliedern.** (Absatz 3): Im Falle einer Vakanz eines Amtes als Vorstandsmitglied wegen Tod, Ruhestand oder aus anderen Gründen, können die restlichen Vorstandsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss eine Person wählen, die diese vakante Stelle bis zur nächsten Aufsichtsratssitzung besetzt, in der die endgültige Wahl durchgeführt wird."

4.- Abänderung der Absätze 4 und 5 von Artikel 13 der Statuten um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 13. Vorstandssitzungen.** (Absatz 4): Eine solche schriftliche Einberufung ist entbehrlich, wenn alle Vorstandsmitglieder bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, und sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung informiert erklären. Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung jedes Vorstandsmitgliedes per Original, Fax oder E-Mail, welcher eine elektronische Unterschrift angefügt wurde auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Eine Einberufung für Sitzungen, welche vorher zu bestimmten Zeiten und an bestimmten Orten vom Vorstand festgesetzt wurden, ist entbehrlich.

(Absatz 5): Jedes Vorstandsmitglied kann sich durch ein anderes Vorstandsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder E-Mail) bei jeder Vorstandsversammlung vertreten lassen. Ein Vorstandsmitglied ist berechtigt mehrere seiner Kollegen zu vertreten."

5.- Abänderung des Absatzes 1 von Artikel 15 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 15. Befugnisse und Aufgaben des Vorstandes.** (Absatz 1): Der Vorstand, oder je nachdem, das Alleinige Vorstandsmitglied ist weitgehend befugt alle Verfügungs- und Verwaltungsgeschäfte im Interesse der Gesellschaft abzuschließen bzw. deren Abschluss zu veranlassen. Alle Rechte, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Hauptversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Vorstandes, oder gegebenenfalls des Alleinigen Vorstandsmitgliedes."

6.- Abänderung des Absatzes 1 von Artikel 19 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 19. Vergütung/ Entschädigung.** (Absatz 1): Die Gesellschaft kann jedes Vorstandsmitglied oder gegebenenfalls Alleiniges Vorstandsmitglied und dessen Erben, Nachlassverwalter oder Testamentsvollstrecke sowie auch die Aufsichtsratsmitglieder in einem angemessenen Rahmen für Ausgaben entschädigen, welche ihm/ihr in Zusammenhang mit irgendwelchen Handlungen, Rechtsstreitigkeiten, gerichtlichen Klagen oder Gerichtsverfahren angefallen sind, bei welchen er/sie durch seine/ihre Tätigkeit als Vorstandsmitglied der Gesellschaft eingebunden ist oder war oder, auf Anfrage, irgendeiner anderen Gesellschaft, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und durch die er/sie nicht entschädigt werden kann, außer im Zusammenhang mit Geschäften, in denen er/sie grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft für schuldig befunden wurde."

7.- Abänderung der Absätze 5, 6, 8 und 12 von Artikel 21 der Statuten um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 21. Aufsichtsratssitzungen.** (Absatz 5): Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung aller Aufsichtsratsmitglieder per Original, Fax oder Email, welche mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist, auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Die Einberufung einer Sitzung ist ebenfalls entbehrlich, wenn deren Termin und Abhaltungsort bereits in einem früheren Aufsichtsratsbeschluss festgelegt worden ist.

(Absatz 6): Der Aufsichtsrat tritt so oft wie nötig mindestens aber 3 mal im Jahr zusammen.

(Absatz 8): Jedes Aufsichtsratsmitglied kann sich durch ein anderes Aufsichtsratsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder Email) bei jeder Aufsichtsratssitzung vertreten lassen. Ein Aufsichtsratsmitglied ist berechtigt mehrere seiner Kollegen zu vertreten.

(Absatz 12): Ein Aufsichtsratsbeschluss kann in dringenden Fällen oder wenn andere außergewöhnliche Umstände es verlangen auch schriftlich verfasst werden. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, welche von allen Aufsichtsratsmitgliedern mit einer handschriftlichen oder elektronischen Unterschrift versehen sind."

8.- Abänderung des Absatzes 2 von Artikel 23 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 23. Befugnisse und Verpflichtungen des Aufsichtsrats.** (Absatz 2): Der Aufsichtsrat hat das Recht sämtliche Aktivitäten der Gesellschaft zu überprüfen. Am Gesellschaftssitz haben die Aufsichtsratsmitglieder Zugang zu den Geschäftsbüchern, den Konten, der Korrespondenz, den Protokollen und allgemein zu allen Unterlagen der Gesellschaft. Auf Anfrage des Aufsichtsrats erteilt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, jegliche Informationen, die für die Aufsichtskontrolle der Geschäftsführung benötigt werden. Darüber hinaus kann der Aufsichtsrat in seiner Funktion beliebige Verifizierungen vornehmen oder solche verlangen."

9.- Abänderung des Absatzes 2 von Artikel 25 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 25. Verpflichtung der Aufsichtsratsmitglieder .** (Absatz 2): Sie sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats."

10.- Abänderung des Absatzes 2 von Artikel 31 der Statuten um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 31. Jahresabschluss.** (Absatz 2): Spätestens einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied dem Aufsichtsrat, den Jahresabschluss zusammen mit seinem Bericht und allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden vor. Der Aufsichtsrat teilt der Hauptversammlung seine Bemerkungen zum Jahresabschluss und zum Bericht des Vorstandes vor."

IV.- Dass die Anwesenden oder Vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der Aktien die diese besitzen aus der Anwesenheitsliste hervorgehen, die von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung aufgestellt und für Richtig befunden wurde. Diese Liste wird, nachdem sie von den anwesenden Aktionären oder deren Vertreter und den Mitgliedern des Vorsitzes unterschrieben wurde, dem gegenwärtigen Protokoll beigefügt um zusammen einregistriert zu werden.

V.- Es ergibt sich aus der Anwesenheitsliste, dass die einundsechzig tausend fünf hundert (61.500) Aktien mit einem Nennwert von je zwei hundert fünfzig Euro (€ 250.-) welche das gesamte Kapital von fünfzehn Millionen drei hundert fünfundsiebzig tausend Euro (€ 15.375.000.-) darstellen, bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Diese Generalversammlung ist somit rechtmässig zusammengesetzt und kann in gültiger Weise über die vorhergehenden Tagesordnungspunkte beraten und beschliessen.

Die Generalversammlung hat nachdem sie den Vortrag des Vorsitzenden bestätigt hat und anerkannt hat, dass sie rechtmässig zusammengetreten ist, und über die Tagesordnung befinden kann, nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 7 von Artikel 10 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 10. Einberufung, Beschlussfähigkeit, Einberufungsbekanntmachungen, Vollmacht, und Abstimmung.** (Absatz 7): Außer wenn vom Gesetz oder in dieser Satzung anders vorgesehen, werden Beschlüsse von einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch einfachen Mehrheitsbeschluss der Anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen, die ihre Stimme abgeben."

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 1 von Artikel 11 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 11. Geschäftsführung.** (Absatz 1): Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet, welcher seine Funktion unter der Kontrolle des Aufsichtsrats (der Aufsichtsrat) ausführt, gemäß 60bis- 1ff vom Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften."

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 3 von Artikel 12 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 12. Ernennung und Enthebung von Vorstandsmitgliedern.** (Absatz 3): Im Falle einer Vakanz eines Amtes als Vorstandsmitglied wegen Tod, Ruhestand oder aus anderen Gründen, können die restlichen Vorstandsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss eine Person wählen, die diese vakante Stelle bis zur nächsten Aufsichtsratssitzung besetzt, in der die endgültige Wahl durchgeführt wird."

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absätze 4 und 5 von Artikel 13 der Statuten abzuändern um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 13. Vorstandssitzungen.** (Absatz 4): Eine solche schriftliche Einberufung ist entbehrlich, wenn alle Vorstandsmitglieder bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, und sich als ordnungsgemäß einberufen sowie über die Tagesordnung informiert erklären. Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung jedes Vorstandsmitgliedes per Original, Fax oder E-Mail, welcher eine elektronische Unterschrift angefügt wurde auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Eine Einberufung für Sitzungen, welche vorher zu bestimmten Zeiten und an bestimmten Orten vom Vorstand festgesetzt wurden, ist entbehrlich.

(Absatz 5): Jedes Vorstandsmitglied kann sich durch ein anderes Vorstandsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder E-Mail) bei jeder Vorstandsversammlung vertreten lassen. Ein Vorstandsmitglied ist berechtigt mehrere seiner Kollegen zu vertreten."

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 1 von Artikel 15 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 15. Befugnisse und Aufgaben des Vorstandes.** (Absatz 1): Der Vorstand, oder je nachdem, das Alleinige Vorstandsmitglied ist weitgehend befugt alle Verfügungs- und Verwaltungsgeschäfte im Interesse der Gesellschaft abzuschließen bzw. deren Abschluss zu veranlassen. Alle Rechte, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Hauptversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich des Vorstandes, oder gegebenenfalls des Alleinigen Vorstandsmitgliedes."

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 1 von Artikel 19 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 19. Vergütung/ Entschädigung.** (Absatz 1): Die Gesellschaft kann jedes Vorstandsmitglied oder gegebenenfalls Alleiniges Vorstandsmitglied und dessen Erben, Nachlassverwalter oder Testamentsvollstrecke sowie auch die Aufsichtsratsmitglieder in einem angemessenen Rahmen für Ausgaben entschädigen, welche ihm/ihr in Zusammenhang mit irgendwelchen Handlungen, Rechtsstreitigkeiten, gerichtlichen Klagen oder Gerichtsverfahren angefallen sind, bei welchen er/sie durch seine/ihre Tätigkeit als Vorstandsmitglied der Gesellschaft eingebunden ist oder war oder, auf Anfrage, irgendeiner anderen Gesellschaft, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist und durch die er/sie nicht entschädigt werden kann, außer im Zusammenhang mit Geschäften, in denen er/sie grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft für schuldig befunden wurde."

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absätze 5, 6, 8 und 12 von Artikel 21 der Statuten abzuändern um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 21. Aufsichtsratssitzungen.** (Absatz 5): Es kann ebenfalls durch eine schriftliche Einverständniserklärung aller Aufsichtsratsmitglieder per Original, Fax oder Email, welche mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist, auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Die Einberufung einer Sitzung ist ebenfalls entbehrlich, wenn deren Termin und Abhaltungsort bereits in einem früheren Aufsichtsratsbeschluss festgelegt worden ist.

(Absatz 6): Der Aufsichtsrat tritt so oft wie nötig mindestens aber 3 mal im Jahr zusammen.

(Absatz 8): Jedes Aufsichtsratsmitglied kann sich durch ein anderes Aufsichtsratsmitglied, das hierzu bevollmächtigt wurde (per Brief, Fax, oder Email) bei jeder Aufsichtsratssitzung vertreten lassen. Ein Aufsichtsratsmitglied ist berechtigt mehrere seiner Kollegen zu vertreten.

(Absatz 12): Ein Aufsichtsratsbeschluss kann in dringenden Fällen oder wenn andere außergewöhnliche Umstände es verlangen auch schriftlich verfasst werden. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, welche von allen Aufsichtsratsmitgliedern mit einer handschriftlichen oder elektronischen Unterschrift versehen sind."

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 2 von Artikel 23 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 23. Befugnisse und Verpflichtungen des Aufsichtsrats.** (Absatz 2): Der Aufsichtsrat hat das Recht sämtliche Aktivitäten der Gesellschaft zu überprüfen. Am Gesellschaftssitz haben die Aufsichtsratsmitglieder Zugang zu den Geschäftsbüchern, den Konten, der Korrespondenz, den Protokollen und allgemein zu allen Unterlagen der Gesellschaft. Auf Anfrage des Aufsichtsrats erteilt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied, jegliche Informationen, die für die Aufsichtskontrolle der Geschäftsführung benötigt werden. Darüber hinaus kann der Aufsichtsrat in seiner Funktion beliebige Verifizierungen vornehmen oder solche verlangen."

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 2 von Artikel 25 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 25. Verpflichtung der Aufsichtsratsmitglieder.** (Absatz 2): Sie sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats."

Zehnter und Letzter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst Absatz 2 von Artikel 31 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 31. Jahresabschluss.** (Absatz 2): Spätestens einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Vorstand, oder gegebenenfalls das Alleinige Vorstandsmitglied dem Aufsichtsrat, den Jahresabschluss zusammen mit seinem Bericht und allen weiteren Dokumenten, welche vom Gesetz verlangt werden vor. Der Aufsichtsrat teilt der Hauptversammlung seine Bemerkungen zum Jahresabschluss und zum Bericht des Vorstandes vor."

Nach Erschöpfung der Tagesordnung, wurde die ausserordentliche Generalversammlung geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R.M. ALTER, W. HUWER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 27 mai 2014. Relation: ECH/2014/1002. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 30. Mai 2014.

Référence de publication: 2014076193/217.

(140089915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

EPIC Fund I Sidecar, SLP, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 186.573.

Excerpts of the amended and restated limited partnership agreement (the "Partnership agreement") of the partnership executed on 12 may 2014

1. Partners who are jointly and severally liable.

I. EPIC I GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.222 (the "General Partner").

II. EPIC I GP GmbH & Co. KG, a common limited partnership (Kommanditgesellschaft), incorporated and existing under the laws of Germany, with registered office at c/o SOCIO Verwaltungsgesellschaft mbh, Färbergraben, 18, 80331 München, and registered with the local court of Munich under number HRA 102199 (the "Founding General Partner").

2. Name, Partnership's purpose and registered office. Purpose

The purpose of the Partnership is to build, hold and manage a portfolio of equity and equity-related investments in various European jurisdictions.

3. Designation of the manager and their signing authority.

I. The Partnership shall be exclusively represented by Castik Capital, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 186.205 (the "Manager") in accordance with its management authority as set forth in the Partnership Agreement and in particular subject to any conflict of interests rules contained in this Partnership Agreement. The authority to represent the Partnership shall be limited to the Partnership's assets. The authority to represent the Partnership shall further be limited insofar as no partner shall at any time be exposed to a liability for the Partnership's obligations in excess of its obligation to pay its capital commitment. The Manager and its managers may enter into any legal transaction on behalf of the Partnership with themselves in person or as an agent of a third party.

II. The remaining partners of the Partnership shall not be entitled to manage the affairs of the Partnership.

III. The Manager - duly represented by its board of managers as well as any duly authorized agent - shall be authorized to manage the affairs of the Partnership acting alone.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The term of the Partnership shall commence as of 17 March 2014 and shall continue for a period ending on the earlier of: (a) the 12th anniversary of the date on which the Partnership has acquired its first investment in a portfolio company; provided that the Manager may extend the term of the Partnership annually for a single one-year period with the approval of non-managing limited partners representing more than seventy-five per cent (75 %) of the aggregate capital commitment of the Partnership; or (b) the date of occurrence of any of the following events: (i) dissolution of the General Partner or the Founding General Partner; (ii) commencement of insolvency proceedings over the General Partner's or the Founding General Partner's assets or rejection of a petition to commence such proceedings due to lack of assets; or (iii) removal of the General Partner or the Founding General Partner from the Partnership; provided that the Partnership shall not terminate if, within ninety (90) days after such an event, non-managing limited partners holding at least seventy-five per cent (75 %) of the aggregate capital commitments to the Partnership elect to continue the business of the Partnership and to appoint a successor.

Castik Capital, S.à r.l. on behalf of EPIC Fund I Sidecar, SLP
 Michael Robert Phillips / Catherine Koch
 Class A Manager / Catherine Koch

Übersetzung zum Zwecke der Eintragung

Auszug Aus dem Geänderten Und Neugefassten Gesellschaftsvertrag (der «Gesellschaftsvertrag») der Gesellschaft vom 12. Mai 2014

1. Unbeschränkt und gemeinschaftlich haftende Gesellschafter.

I. EPIC I GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186.222 (die „Komplementärin“).

II. EPIC I GP GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft, gegründet und bestehend unter den Gesetzen Deutschlands, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in c/o SOCIO Verwaltungsgesellschaft mbh, Färbergraben, 18, 80331 München und eingetragen beim Amtsgericht München unter der Nummer HRA 102199 (die „Gründungskomplementärin“).

2. Name, Zweck und Sitz der Gesellschaft. Zweck

Zweck der Gesellschaft ist es, einen Bestand an Eigenkapital- und Eigenkapitalähnlichen Investitionen in verschiedenen Europäischen Jurisdiktionen aufzubauen, zu halten und zu verwalten.

3. Bezeichnung der Geschäftsführer und Zeichnungsbefugnis.

I. Die Gesellschaft wird ausschließlich verwaltet durch die Castik Capital, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, mit einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186.205 zur Verwalterin (die „Verwalterin“), in Übereinstimmung mit der im Gesellschaftsvertrag beschriebenen Verwaltungsmacht und insbesondere jedweder im Gesellschaftsvertrag enthaltenen Regel über Interessenkonflikte unterliegend. Die Vertretungsmacht ist auf das Vermögen der Gesellschaft begrenzt. Die Vertretungsmacht soll weiterhin dahingehend begrenzt sein, dass kein Partner zu irgendeinem Zeitpunkt für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft über seine Kapitaleinlageverpflichtung hinaus haften soll. Die Verwalterin und ihre Geschäftsführer können für die Gesellschaft in jedes Rechtsgeschäft mit sich selbst oder als Vertreter einer dritten Partei eintreten.

II. Die übrigen Gesellschafter der Gesellschaft sind nicht zur Verwaltung der Gesellschaft befugt.

III. Die Verwalterin - ordnungsgemäß vertreten durch ihren Geschäftsführerrat oder jeden ordnungsgemäß bestellten Vertreter - ist befugt, die Angelegenheiten der Gesellschaft allein zu verwalten.

4. Gründungsdatum und Laufzeit. Die Laufzeit der Gesellschaft beginnt am 17. März 2014 und endet, je nachdem was früher eintritt: (a) am 12ten Jahrestag des Datums an dem die Gesellschaft ihre erste Investition in eine Zielgesellschaft erworben hat, wobei der Verwalter die Laufzeit der Gesellschaft jährlich für Ein-Jahres-Zeiträume mit der Zustimmung von nicht-verwaltenden Kommanditisten, die mehr als fünfundsiebzig Prozent (75 %) der gesamten Einlageverpflichtungen der Gesellschaft repräsentieren, verlängern kann; oder (b) am Datum des Eintritts eines der nachfolgend genannten Ereignisse: (i) Auflösung der Komplementärin oder der Gründungskomplementärin; (ii) Beginn eines Insolvenzverfahrens über das Vermögen der Komplementärin oder der Gründungskomplementärin oder Ablehnung des Antrags auf Eröffnung eines solchen Verfahrens mangels Masse; oder (iii) Ausscheiden der Komplementärin oder der Gründungskomplementärin aus der Gesellschaft; dabei soll die Gesellschaft nicht enden sofern innerhalb von neunzig (90) Tagen nach einem solchen Ereignis nicht-verwaltende Kommanditisten, die mindestens fünfundsiebzig Prozent (75 %) der gesamten Einlageverpflichtungen der Gesellschaft halten, beschließen, die Gesellschaft fortzuführen und einen Nachfolger zu bestimmen.

Castik Capital, S.à r.l. für die EPIC Fund I Sidecar, SLP
Michael Robert Phillips / Catherine Koch
Class A Manager / Catherine Koch

Référence de publication: 2014076183/91.

(140089960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Laudis Holding Company, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: Steinsel, 50, rue Basse 7307.

R.C.S. Luxembourg B 187.314.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le douze mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Abdelmadjid ABDEDOU, né le 26 août 1976 à Savigny sur Orge (France), demeurant au 46 ter, Chemin de Villiers, F-77310 Saint Fargeau Ponthierry (France), ci-après (l'Associé Unique).

Lequel comparant a déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts:

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet la distribution et la commercialisation de boissons alcoolisées et non-alcoolisées, la gestion de droits de propriété intellectuelle/industrielle et l'animation commerciale de groupe.

La société a en outre pour objets la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: «LAUDIS HOLDING COMPANY».

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Steinsel.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à deux millions euros (EUR 2.000.000), divisé par cent (100) parts sociales de vingt mille euros (EUR 20.000) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance qui sera tenu de se réunir aussi souvent que l'intérêt social l'exige et au minimum une fois tous les deux (2) mois. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes de disposition et d'administration et toutes opérations conformément à l'intérêt social et à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique, à savoir Monsieur Abdelmadjid ABDEDOU, précité, et ont été libérées intégralement à leur valeur nominale de vingt mille euros (EUR 20.000,-), par un apport en nature fait par le souscripteur, consistant en l'apport de:

57 parts sociales représentant 57% de la société à responsabilité limitée de droit français dénommée «DRINK MARKET CASH», ayant un capital social de deux cent mille euros (EUR 200.000,-), avec siège social au 67-69, Avenue du Président Kennedy F-91170 Viry-Châtillon (France), immatriculée au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY sous le numéro 341.104.909 R.C.S. EVRY.

Le comparant déclare:

- que l'évaluation de cet apport s'élève à deux millions euros (EUR 2.000.000,-);
- qu'il détient ces parts sociales en pleine propriété et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles.

Le gérant de la société apportée «DRINK MARKET CASH» déclare:

- que les parts sociales ne sont grevées d'aucun gage ni d'aucun autre droit quelconque, qu'elles ne font l'objet d'aucune saisie ou opposition, que le transfert de ces parts sociales n'est contraire à aucune disposition des statuts de la société «DRINK MARKET CASH» et qu'en conséquence rien ne peut faire obstacle à l'apport et à la transcription de ces parts sociales en faveur de la société «LAUDIS HOLDING COMPANY»;

- que ces apports sont apportés en société tel et dans l'état qu'ils se trouvent à l'heure actuelle;

- que toutes les formalités seront réalisées par ses soins en France aux fins de transcrire le transfert des parts-sociales et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de toutes tierces parties, qu'il déclare vouloir se charger personnellement des opérations et formalités de transcription du présent acte en France;

Monsieur Abdelmadjid ABDEDOU, en sa qualité de gérant unique de la société «DRINK MARKET CASH», s'engage également à faire toutes les formalités nécessaires auprès des autorités françaises.

Frais

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à trois mille cent euros (EUR 3.100,-).

Résolution de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi au 50, rue Basse, L-7307 Steinsel;
2. Est désigné gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Abdelmadjid ABDEDOU, né le 26 août 1976 à Savigny sur Orge (France), demeurant professionnellement 50, rue Basse, L-7307 Steinsel.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation en langue du pays données aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: A. Abdedou et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 mai 2014. LAC/2014/23048. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2014.

Référence de publication: 2014076344/152.

(140089638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Jasel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 52.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076313/9.

(140090089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

JER Europe Fund II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 103.086.

Le conseil de gérance a pris à l'unanimité la résolution suivante:

- Le siège social est transféré avec effet 1^{er} mai 2014 au 68, avenue de la Liberté, 1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

JER Europe Fund II Holdings S.à r.l

Un mandataire

Référence de publication: 2014076314/13.

(140089548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

King Airshare, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.742.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue le 6 mai 2014

Résolution:

L'Assemblée décide de renouveler les mandats des Administrateurs, à savoir:

- Monsieur Carmelo Borg, employé privé, demeurant professionnellement au 6, Redentur, Birgu BRG 9033 Malta, Administrateur;

- Madame Audrey Petrini, employée privée, demeurant professionnellement au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Administrateur;

- Monsieur Denis Callonego, employé privé, demeurant professionnellement au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Administrateur.

Les mandats des Administrateurs viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale à tenir en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

King Airshare S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014076321/21.

(140090008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.

Les Cerisiers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 34.675.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014076346/9.

(140089663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2014.
